

No. 57988*

**United Nations (United Nations Population Fund)
and
Burkina Faso**

Exchange of letters constituting an agreement between the Government of Burkina Faso and the United Nations Population Fund (UNFPA) on the application mutatis mutandis of the Basic Assistance Agreement between the Government of Burkina Faso and the United Nations Development Programme concluded on 19 July 1976, to the activities and personnel of UNFPA in Burkina Faso. Ouagadougou, 19 March 1997 and 4 April 1997

Entry into force: *4 April 1997, in accordance with the provisions of the said letters*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *ex officio, 1 October 2023*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Organisation des Nations Unies (Fonds des Nations Unies pour la
population)
et
Burkina Faso**

Échange de lettres constituant un accord entre le Gouvernement du Burkina Faso et le Fonds des Nations Unies pour la population sur l'application mutatis mutandis de l'Accord d'Assistance de base entre le Gouvernement du Burkina Faso et le Programme des Nations Unies pour le développement conclu le 19 juillet 1976, aux activités et au personnel du FNUAP à Burkina Faso. Ouagadougou, 19 mars 1997 et 4 avril 1997

Entrée en vigueur : *4 avril 1997, conformément aux dispositions desdites lettres*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : *d'office,
1^{er} octobre 2023*

**Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages*

ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.

[TEXT IN FRENCH – TEXTE EN FRANÇAIS]

Ouagadougou, le 19 Mars 1997

N° MAET/CAB

Objet : Transmission de note verbale relative
 Réf. : à l'accord de base.

A

Madame le Représentant du Fonds des Nations Unies pour les Activités en Matière de Population (FNUAP)

OUAGADOUGOU

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre faxée N° FNUAP 068/96 en date du 03 Juillet 1996 proposant qu'il soit appliqué au FNUAP l'accord de base conclu en 1976 entre le Burkina Faso et le PNUD.

De l'avis des techniciens de mon département, des échanges de notes verbales conviendraient mieux à la conclusion de ce type d'accord.

Aussi, je vous fais tenir ci-joint, la note verbale suite à la réponse de laquelle l'accord de base conclu avec le PNUD en 1976 sera applicable mutatis mutandis au FNUAP.

N°	Date	Adm.	Cont.	Aut.	Date	Réception
EE						
EPQ						
EPN						
EPD						
EPK						
EPH						
EPI						
EPJ						
EPK						
EPL						
EPM						
EPN						
EPO						
EPQ						
EPR						
EPS						
EPV						
EPW						
EPX						
EPY						
EPZ						
DOCS						
DOCT						
DOCO						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						
DOCH						
DOCI						
DOCE						
DOCF						
DOCG						



N° 97 - 2729 / MAET/ SG/DGAPJC/AJC

Le Ministère des Affaires Etrangères du Burkina Faso présente ses compliments à la Représentation du Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) et suite à ses lettres n° FNUAP-052/96 en date du 23 Mai 1996 et n° FNUAP-068 en date du 03 Juillet 1996 proposant qu'il lui soit appliqué l'accord conclu entre le Burkina Faso et le PNUD, a l'honneur de porter à sa connaissance ce qui suit :

Le Gouvernement Burkinabè a marqué son accord pour que l'Accord de Base conclu le 19 Juillet 1976 entre le Gouvernement du Burkina Faso et le PNUD s'applique mutatis mutandis au FNUAP.

La réponse du FNUAP en des termes identiques et la présente note constitueront la base du consentement mutuel entre le FNUAP et le Burkina Faso pour étendre le bénéfice de l'accord PNUD - Burkina Faso à la Représentation du FNUAP au Burkina Faso.

Ce consentement produira ses effets à compter de la date de la réponse du FNUAP.

Le Ministère des Affaires Etrangères saisit cette occasion pour renouveler à la Représentation du Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) au Burkina Faso, les assurances de sa considération distinguée.

**REPRESENTATION DU FONDS
DES NATIONS UNIES POUR LA
POPULATION (FNUAP)**

- O U A G A D O U G O U -

OUAGADOUGOU, le 19 MARS 1997

REP/001/FHB-mg/97

04 AVR. 1997

Le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) présente ses compliments au Ministère des Affaires Etrangères du Burkina Faso et a l'honneur d'accuser réception de sa note verbale n° 97-272/MAET/SG/DGAPJC/AJC du 19 mars 1997 exprimant l'accord du Gouvernement du Burkina Faso pour que l'Accord de base conclu le 19 juillet 1976 entre le Burkina Faso et le PNUD s'applique mutatis mutandis au FNUAP.

Par la présente, le FNUAP prend acte :

- de cette décision du Gouvernement Burkinabè étendant à son profit et mutatis mutandis le champ d'application de l'Accord de base conclu le 19 juillet 1976 entre le PNUD et le Burkina Faso.
- de ce que la note verbale n° 97-272/MAET/SG/DGAPJC/AJC du 19 mars 1997 et la présente note verbale constitueront la base du consentement mutuel entre le FNUAP et le Burkina Faso pour étendre le bénéfice de l'accord PNUD-Burkina Faso à la Représentation du FNUAP au Burkina Faso qui entrera en vigueur à compter de la date de la présente, ce jour, 4 avril 1997.

Le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) remercie le Ministère des Affaires Etrangères du Burkina Faso de sa diligence et saisit l'occasion pour lui renouveler les assurances de sa haute considération. *df*

OUAGADOUGOU, le 04 AVR. 1997

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

- OUAGADOUGOU -

[TRANSLATION – TRADUCTION]

I

Ouagadougou, 19 March 1997

No.[illegible]/MAET/CAB

Subject: Transmission of a note verbale concerning the basic Agreement

Ref:

To: Representative of the United Nations Fund for Population Activities (UNFPA)

Ouagadougou

I have the honour to acknowledge receipt of your faxed letter No. FNUAP 068/96 dated 3 July 1996 proposing that the basic Agreement concluded in 1976 between Burkina Faso and the United Nations Development Programme (UNDP) be applied to UNFPA.

In the opinion of the technical experts in my department, exchanges of notes verbales would be more appropriate for this type of Agreement.

I am also enclosing the note verbale in response to which the basic Agreement concluded with UNDP in 1976 will apply, mutatis mutandis, to UNFPA.

ABLASSÉ OUEDRAOGO

II

No 97-272/MAET/SG/DGAPJC/AJC

The Ministry of Foreign Affairs of Burkina Faso presents its compliments to the office of the United Nations Population Fund (UNFPA). Further to the Fund's letters No. FNUAP-052/96, dated 23 May 1996, and No. FNUAP-068, dated 3 July 1996 proposing that the Agreement concluded between Burkina Faso and the United Nations Development Programme (UNDP) be applied to the Fund, the Ministry of Foreign Affairs has the honour to bring to the following to the attention of UNFPA:

The Government of Burkina Faso has agreed that the basic Agreement concluded on 19 July 1976 between the Government of Burkina Faso and UNDP should apply, *mutatis mutandis*, to UNFPA.

The reply of UNFPA in identical terms and the present note shall constitute the basis for the mutual consent of UNFPA and Burkina Faso to extend the Agreement between UNDP and Burkina Faso to the UNFPA office in Burkina Faso.

This consent shall take effect on the date of the reply from UNFPA.

The Ministry of Foreign Affairs takes this opportunity to convey to the United Nations Population Fund in Burkina Faso the renewed assurances of its highest consideration.

Office of the
United Nations Population Fund (UNFPA)
Ouagadougou

Ouagadougou, 19 March 1997

III

REP/001/FHB-MG/97

4 April 1997

The United Nations Population Fund (UNFPA) presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs of Burkina Faso and has the honour to acknowledge receipt of its note verbale No. 97-272/MAET/SG/DGAPJC/AJC of 19 March 1997 conveying the agreement of the Government of Burkina Faso that the basic Agreement concluded on 19 July 1976 between Burkina Faso and UNDP should apply, *mutatis mutandis*, to UNFPA.

UNFPA hereby acknowledges:

-This decision of the Government of Burkina Faso to extend, *mutatis mutandis*, the scope of the basic Agreement concluded on 19 July 1976 between UNDP and Burkina Faso.

-That note verbale No. 97-272/MAET/SG/DGAPJC/AJC of 19 March 1997 and the present note verbale shall constitute the basis of the mutual consent of UNFPA and Burkina Faso to extend the UNDP-Burkina Faso Agreement to the UNFPA office in Burkina Faso, which shall enter into force as of the date hereof, this day, 4 April 1997.

UNFPA thanks the Ministry of Foreign Affairs of Burkina Faso for its prompt action and takes this opportunity to convey the renewed assurances of its highest consideration.

Ouagadougou, 4 April 1997

Ministry of Foreign Affairs
Ouagadougou